

Autour de l'individualisme, entretien avec Jacques Perrin



[Imprimer](#)



D.B. – Dans votre livre, *Peut-on changer notre vision du monde ?*, vous retracez la généalogie et les sources de deux formes très différentes d'individualisme, l'individualisme atomiste et l'individualisme relationnel, solidaire de la notion d'individuation chère à Simondon. Pourriez-vous nous les rappeler s'il vous plaît ?

J : P. – Une des difficultés pour comprendre ce qu'est l'individualisme, est que ce terme recouvre deux acceptions différentes. L'individualisme désigne à la fois une attitude, un comportement qui relèvent de la morale et un courant de la philosophie politique.

Malgré les difficultés pour comprendre ce qu'est l'individualisme, il est très important pour nous occidentaux de connaître les convictions, les représentations mentales qui ont fondé et structuré l'individualisme en tant que philosophie politique. En effet, dans son ouvrage *Histoire de l'individualisme*^[1], livre de référence sur ce thème, Alain Laurent affirme que : « l'individualisme représente à la fois le propre de la civilisation occidentale et l'épicentre de la modernité ».

Même s'il est relativement aisé de reconnaître que l'individualisme a de profondes racines dans la civilisation occidentale, il nous faut savoir que le mot d'individualisme, n'est apparu que tardivement, au début du XIX^e siècle. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'individualisme a été pensé principalement par des philosophes. Le mouvement d'industrialisation du XIX^e siècle, va être l'occasion de mettre en œuvre d'une manière concrète la pensée de ces philosophes. C'est à cette époque que « se fait culturellement ressentir la nécessité de disposer d'un mot inédit pour cristalliser les concepts permettant de penser l'éthique nouvelle de la liberté individuelle engendrée par la conjonction des Lumières (et des droits de l'homme) et du capitalisme (et de la révolution industrielle) ».^[2]

Depuis le début du XIX^e siècle, deux formes différentes d'individualisme ont cohabité : l'individualisme atomiste, la forme dominante, et l'individualisme relationnel.

L'individualisme atomiste, comme pensée politique, repose avant tout sur une double conviction :

- « L'humanité est composée, non pas d'abord d'ensembles sociaux (nations, classes, etc.) mais d'individus : d'êtres vivants indivisibles et irréductibles les uns aux autres ».
- Ce sont les propriétés internes et naturelles de l'individu, qui constituent « l'essentiel de la définition » (l'essence même) de l'individualisme.

Cette double conviction de l'individualisme est souvent explicitée par une image, une métaphore celle de l'atome. « L'individu, comme l'atome, est une unité (indivisible), déjà faite (ready-made) et isolée qui précède la société et ses interactions ».

Les convictions ou les croyances sur lesquelles reposent l'individualisme atomiste ont contribué à une définition bien précise de ce qu'est un individu : « L'individu est un être autonome dont la vocation est l'indépendance », ce qui conduit logiquement l'individualisme à poser la liberté individuelle en valeur suprême. L'autonomie de l'individu résulte de la capacité que lui donne sa raison de pouvoir vivre et agir par soi ». L'individu est un être de raison. Il est important de souligner que l'*homo economicus* des économistes néo-classiques, puis néolibéraux, est une pure création de l'individualisme atomiste.

A la fin du XIX^e siècle un mouvement d'idées se forme pour repenser un individualisme démocratique et social et qui sera appelé l'âge d'or du libéralisme par Joël Roucloux, auteur d'une histoire des idées de l'individualisme (Revue du Maus, 2006/1). Vers la fin du siècle, c'est une fraction importante des intellectuels progressistes qui fait son autocritique et en vient à partager la réévaluation d'un « individualisme démocratique ». Pierre-Joseph Proudhon, penseur du socialisme libertaire, défend la cause de l'individualisme : « combattre l'individualisme comme ennemi de la liberté et de l'égalité ainsi qu'on l'avait imaginé en 1848, ce n'est pas fonder la liberté qui est essentiellement pour ne pas dire exclusivement individualiste ». En Angleterre, l'écrivain Oscar Wilde, dans *L'âme humaine et le socialisme* (1891), fait l'apologie de la liberté individuelle, libérée de la propriété privée en estimant que « l'évolution est la loi de la vie et il n'est d'évolution que vers l'individualisme » et que « l'individualisme est ce que nous voulons atteindre par le socialisme ». En France, entre 1890 et 1910, l'usage positif du mot individualisme se répand et une floraison de livres paraît soudain pour le célébrer comme l'éminente expression de l'humanisme démocratique issu des Lumières et des Droits de l'homme. Nombre de ceux qui l'avaient jusqu'alors boudé ou rejeté multiplient les prises de position publiques en sa faveur (en particulier de grandes figures du socialisme comme Jaurès, Durkheim) et lui découvrent des vertus voisines de celles que lui reconnaissaient déjà les libéraux.

Les deux formes d'individualisme se retrouveront dans les débats qui ont opposé John Dewey et Walter Lippmann, lors de la création du néolibéralisme durant la première moitié du XX^e siècle. Après les années 1980, c'est le néolibéralisme qui est devenu la pensée dominante en même temps que l'individualisme économique s'imposait dans la sphère économique, mais aussi dans les différentes sphères de la société. L'individualisme relationnel va resurgir avec le philosophe Gilbert Simondon à partir de la notion d'individuation. En plaçant comme proposition centrale de sa pensée que « *l'être est relation* » ou encore que « *toute réalité est relationnelle* » G. Simondon a produit dans l'histoire de la philosophie quelque chose de proche d'un ébranlement.

D.B. – Pourriez-vous nous rappeler encore les deux tentatives de reconstruction du libéralisme et de la démocratie qui ont marqué le début du 20^e siècle, celles de Lippmann et de Dewey, toutes deux inséparables d’une lecture contrastée de Darwin ?

J : P. – La crise des années 1930 a suscité un mouvement critique du libéralisme et de l’individualisme atomiste dont l’auteur symbole était le philosophe et sociologue anglais Herbert Spencer (1820-1903). Pour ce philosophe, défenseur de l’individualisme économique et qui a été considéré à une certaine époque comme ayant l’importance de Platon ou de Kant, les lois de l’évolution darwinienne sont censées assurer mécaniquement le passage à la société industrielle tout en sélectionnant les plus aptes ; il suffit de laisser faire la nature, ce qui implique de refuser toute intervention de l’État. La critique du libéralisme dur et pur selon Spencer a donné naissance à un nouveau courant de pensée, le néolibéralisme qui s’est imposé après la deuxième guerre mondiale dans le champs économique et politique. La naissance du néolibéralisme a été marquée par un fameux colloque qui s’est tenu à Paris en août 1938 autour de l’œuvre de Walter Lippmann (1889-1974), diplomate, journaliste et essayiste américain. La philosophe française Barbara Stiegler a rendu compte des enjeux du colloque de Lippmann et du néolibéralisme dans son ouvrage *Il faut s’adapter*, (Gallimard, 2019)

Pour Lippmann et pour nombre de ses contemporains progressistes qui entendaient combattre les ultra-libéraux, la révolution industrielle a créé une situation de complète désadaptation qui explique toutes les pathologies sociales et politiques de leur époque ; il faut donc repenser l’action politique d’une manière continue et invasive en vue de réadapter les individus humains au nouvel environnement de la société industrielle. Ces néolibéraux conçoivent un nouveau modèle politique qui s’articule autour d’un gouvernement des experts, la fabrication du consentement et une démocratie minimaliste purement représentative.

La pensée de Lippmann et des néolibéraux a été fortement critiquée par à un des plus grands penseurs américains du XX^e siècle, le philosophe pragmatiste John Dewey (1859-1952). Lippmann et Dewey ont eu tous deux l’ambition de reconstruire le libéralisme sur des bases nouvelles, d’inventer un nouveau libéralisme et chacun l’a fait à partir d’une représentation mentale de l’individu différente.

Le libéralisme classique, comme le néolibéralisme, repose sur une fiction d’égalité qui a été dénoncée par Dewey : « L’idée que les hommes sont de manière égale libres d’agir à la seule condition que des dispositions juridiques identiques s’appliquent de manière égale à tous – sans considération des différences de formation, de contrôle du capital de la maîtrise de l’environnement social que confère l’institution de la propriété – est purement absurde, comme les faits l’ont démontré »[\[3\]](#). Pour Dewey, la liberté est conçue comme « puissance d’agir » ; les droits et les devoirs des individus, sont des produits des interactions, et ne se trouvent pas dans la constitution originelle et isolée de la nature humaine, qu’elle soit morale ou psychologique et leurs mises en œuvre requièrent des interventions sur les dispositifs juridiques et institutionnels pour garantir l’exercice de cette puissance d’agir des individus

L’individu lippmannien est compris, comme dans le libéralisme classique, à partir d’une vision atomiste ; on retrouve ici le modèle de *l’homo economicus* de l’individualisme économique. C’est cet individu atomiste qui doit s’adapter aux nouvelles exigences de l’industrialisation grâce aux politiques néolibérales dictées par des experts, et à des règles et dispositions juridiques s’appliquant à tous les individus.

Pour penser un nouveau libéralisme Dewey découvre à partir de la biologie une autre représentation mentale de l'individu : l'individu, comme tout organisme vivant, est tout au long de son existence, le produit des relations passives et actives qu'il entretient avec un environnement (humain et naturel), et ceci au sein de différentes formes d'associations (familiales, sociales, économiques, culturelles, etc.). Rejetant l'individualisme atomiste, le nouveau libéralisme de Dewey est pensé à partir d'un « individualisme relationnel ».

Il est important de souligner que le conflit entre Lippmann et Dewey est un affrontement entre deux formes de naturalisme. « Tandis que le naturalisme libéral part d'un individu atomiste censé précéder les interactions, le naturalisme de Dewey interprète l'individuation comme un processus qui implique une interaction continue avec l'environnement – avec l'environnement naturel dans le cas des individus biologiques et avec l'environnement social dans le cas des individus humains »[\[4\]](#).

D. B. – La tradition de pensée issue de Lippmann, inséparable de l'individualisme atomiste, avec sa réduction des démocraties au marché et aux seuls choix du consommateur, s'est imposée durant les dernières décennies, alors qu'elle est faible intellectuellement, et destructrice tant de la qualité des liens sociaux que des conditions d'habitabilité de la planète. Pourquoi ?

J : P. – Rappelons notre propos précédent : *L'homo economicus* est une pure création de l'individualisme atomiste. Depuis le XIX^e siècle, les principaux courants de la pensée économique dominante (néo-classique, néolibéralisme) se sont construits autour d'une image bien spécifique de ce qu'est un individu : *l'homo economicus* ; il est généralement défini comme ayant deux principales caractéristiques :

- Autonome, il poursuit son seul intérêt particulier. Lorsqu'il produit, il cherche à maximiser son profit sous la contrainte des coûts de production. Lorsqu'il consomme, il cherche à maximiser son « utilité » (définie comme la satisfaction qui découle de la consommation d'un bien) sous la contrainte de ses revenus.
- Parfaitement rationnel dans son comportement, dans ses choix, il connaît ses besoins et sait les hiérarchiser à tout moment.

Aux deux principales caractéristiques généralement attribuées à *l'homo economicus*, il est important aujourd'hui de rajouter une troisième : *l'homo economicus* en tant qu'être pensant et poursuivant son seul intérêt, se considère comme « maître et possesseur de la nature ».

Qu'il soit producteur ou consommateur, *l'homo economicus* n'a pas été pensé pour prendre en compte l'habitabilité de la planète, cette aptitude n'est pas inscrite dans ses gènes conçus à partir de l'individualisme atomiste. Il n'est pas pensé non plus pour prendre en considération l'habitabilité des territoires, d'où les délocalisations des activités pour diminuer les coûts de production et pour diminuer la pression sur les hausses des salaires.

La notion de consommateur souverain proposée par l'économiste autrichien Ludwig Von Mises, est indispensable dans la légitimation du projet néolibéral. Pour la Société du Mont-Pèlerin, club d'économistes néolibéraux, le marché représente une solution supérieure pour assurer la représentation et la participation des citoyens et pour contrecarrer leurs engagements dans divers processus sociopolitiques (syndicats, mouvements sociaux, organisations

promouvant des droits sociopolitiques). Avec la notion de consommateur souverain, le néolibéralisme a pour objectif de redéfinir notre conception de la démocratie « Désormais, le consommateur souverain est la figure démocratique centrale dans la mesure où il vote constamment par ses choix. Le marché est dès lors réinventé comme le forum démocratique par excellence »[5]

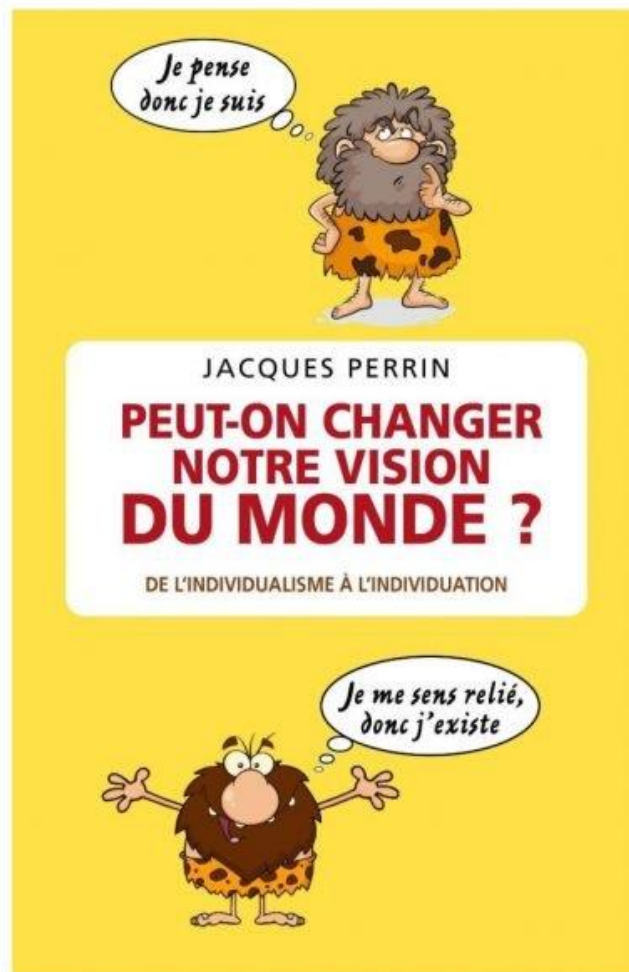
Dans notre société dite de l'innovation, il nous faut savoir que les entreprises dépensent plus en publicité et en communication qu'en recherche développement[6]. Devant la puissance de formatage du consommateur par la publicité peut on encore parler du consommateur souverain.

D. B.- Comment comprendre que les réseaux sociaux, qui expriment on ne peut plus clairement la primauté du social – je n'y existe que pour autant que j'y suis *liké*, reconnu par autrui, et de toute évidence c'est autrui qui y impose ses choix au consommateur prétendu souverain – soient des promoteurs caricaturaux par les compagnies qui les soutiennent de l'individualisme atomiste et consumériste ?

J : P. – Il est difficile d'accepter l'idée que les réseaux sociaux exprimeraient on ne peut plus clairement la primauté du social. Nous assistons actuellement pas seulement à la mondialisation des échanges économiques, de rapports sociaux mais aussi par l'intermédiaire des réseaux sociaux à la mondialisation de l'intimité de chacun. Par les *like* ou *don't like* nous livrons le noyau de notre être profond à un « autre sans visage, sans désir, sans incarnation ». Les réseaux sociaux n'expriment pas la primauté du social, ils développent au contraire la primauté du moi, l'hypertrophie du moi, ils exacerbent l'ego.

Une autre conséquence actuelle des réseaux sociaux est de développer la tendance à enfermer les individus dans des groupes d'appartenance, des groupes identitaires qui ont leurs propres canaux d'information et de discussions exclusifs et qui ignorent les autres groupes d'appartenance et les médias officiels. Ces groupes d'appartenance et de croyance qui favorisent la théorie du complot, se transforment souvent en vecteurs de haine et d'exclusion. L'évolution actuelle des réseaux sociaux est un grave danger pour la démocratie.

Comment les réseaux sociaux qui étaient à l'origine une promesse d'ouverture sont devenus des lieux de développement de l'hypertrophie du moi et d'enfermement dans des groupes d'appartenance cultivant la compétition et plus encore l'exclusion ? Cette dérive des réseaux sociaux est à imputer principalement à l'hégémonie désormais mondiale du néolibéralisme. Rappelons que la vision et l'ambition du néolibéralisme, dès l'origine, était de diffuser et de généraliser le modèle de comportement de *l'homo economicus* – « un individu autonome, poursuivant son seul intérêt particulier » – dans toutes les autres formes d'association (famille, culture, travail, politique, ...) de la société.



[1] Alain Laurent, *Histoire de l'individualisme*, Presse Universitaire de France, 1993

[2] A. Laurent, *op.cit.*, p.47

[3] John Dewey, *Philosophies and freedom*, 1928, 1w3.100

[4] Barbara Stiegler, *op. cit.*, p. 136

[5] Nika Olsen, *The Sovereign Consumer, A New Intellectual History of Neoliberalism*, Palgrave, 2018.

[6] Voir le très intéressant rapport « *BIG CORPO, Encadrer la pub et l'influence des multinationales : un impératif écologique et démocratique* » publié notamment par les Amis de la Terre et l'Observatoire des multinationales